



Luxembourg, le 03 NOV. 2022

Monsieur Marcel Bürgen
1, rue de Mecher
L-9709 Clervaux

N/Réf.: 102883

Monsieur,

En réponse à votre requête du 25 avril 2022 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la rénovation d'une toiture sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de CLERVAUX: section CA de CLERVAUX (Route de Mecher), sous le numéro 593/2726, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Le renouvellement de la toiture sera réalisé sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Clervaux, section CA de Clervaux, sous le numéro 593/2726.
2. La toiture sera réalisée dans un matériau non reluisant de couleur gris foncé (gris ardoise).
3. Tout agrandissement de l'emprise au sol, du volume et de la surface construite brute est interdit.
4. L'application de peinture, l'emploi de tout matériau reluisant ainsi que le revêtement en synthétique et fibrociment aux parties extérieures sont interdits.
5. Les travaux seront achevés dans un délai de 2 ans à partir de la date de la présente.
6. Le préposé de la nature et des forêts (M. Claude Schanck, tél : 621 202 150) sera averti avant le commencement des travaux.

Les matériaux de démolition devront être éliminés conformément aux dispositions légales en vigueur en matière de gestion des déchets.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi modifiée du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les

juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.


Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Vous pouvez également introduire une **réclamation auprès du Médiateur — Ombudsman**. Veillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Commune de CLERVAUX